



## 4<sup>ème</sup> APPEL DE LA COORDINATION NATIONALE ÉCOLE EN DANGER

### COLLECTIFS SALARIÉS DE L'ÉDUCATION & PARENTS MOBILISÉS

REUNIE LE 18.04.09 À CHENÔVE (21)



La 4<sup>o</sup> AG nationale de la coordination Ecole en danger des collectifs de salariés de l'éducation et parents mobilisés, réunie le 18 avril 2009 à CHENÔVE réaffirme sa volonté de mobilisation pour la défense et la promotion d'un service public d'éducation de qualité. Ceci passe par le retrait de toutes les réformes qui menacent le service public d'éducation de la maternelle à l'université.

#### Nous appelons à refuser :

- La suppression de 13500 postes qui dégrade les conditions d'enseignement et d'apprentissage.
- La suppression des RASED et la mise en place de l'aide personnalisée en dehors du temps scolaire.
- La mise en place d'évaluations nationales destinées à mettre en concurrence les écoles et les établissements.
- La mise en place de structures privées et payantes pour les enfants de deux ans.
- La mise en place des EPEP qui va couper le lien entre écoles, élèves, parents, et renforcer les pressions hiérarchiques.
- Les nouveaux programmes rétrogrades et inadaptés.
- Le recours de plus en plus régulier à des personnels précaires et non formés pour assurer les remplacements et les missions de service public (accompagnement éducatif...) et notamment le Service Minimum d'Accueil.
- La multiplication des heures supplémentaires et des remplacements à l'interne au détriment de l'emploi public et de la qualité de l'enseignement.
- La réforme du lycée qui n'a été que repoussée.
- La suppression du BEP qui va laisser pour compte les élèves les plus fragiles, et la mise en place du Bac Pro en 3 ans qui va dévaloriser le diplôme.
- La suppression des IUFM et la remise en cause de la formation initiale et continue.
- Le fichage systématique des élèves : BASE ELEVES, SCONET...
- La banalisation des interventions policières dans les établissements et la traque des élèves sans papiers.
- La remise en cause du droit de grève et des droits syndicaux.

#### En préalable à toute discussion, nous exigeons :

- Le retrait de toutes ces mesures qui visent à terme un véritable démantèlement du service public d'éducation.
- La levée des sanctions touchant les personnels, étudiants et lycéens en lutte.

## Nous exigeons :

- La **création des postes** nécessaires à un fonctionnement de qualité du service public d'éducation.
- La prise en charge des enfants en difficulté par **des personnels qualifiés, spécialisés, et titulaires**, avec des mesures pédagogiques adaptées et sur le temps scolaire.
- La **titularisation** de tous les **personnels précaires**.
- Une **école gratuite et laïque, accessible à tous ceux qui le désirent dès deux ans**.
- La préservation de la **liberté pédagogique des enseignants**.

## Nous dénonçons :

- Toutes les **intimidations, sanctions, répressions** visant à briser les mouvements de contestations sociales. Nous appelons à mettre des actions de **solidarité** pour s'y opposer. (cf communiqué)
- La **manipulation médiatique de l'information** et appelons chacun à construire ses propres réseaux d'informations et à participer aux assemblées générales souveraines.

## Nous appelons à :

- participer activement à la **manifestation du 1<sup>er</sup> mai** ;
- organiser **le dimanche 17 mai**, dans tous les départements de France, un **pique-nique de défense du service public d'éducation** autour des points d'eau : « Avec leurs réformes, Darcos et Péresse veulent couler l'école publique. Remettons-la à flot » ;
- organiser **le mardi 26 mai une journée nationale « gilets jaunes »** ;
- soutenir les **actions nationales décidées par la Coordination Nationale des Universités** ;
- déposer des plaintes contre Base élèves ;
- favoriser la diffusion d'autocollants, badges... « Ecole en danger » ;

La coordination nationale Ecole en Danger s'est dotée d'une **équipe nationale** (avec notamment des porte-parole) chargée d'assurer la lisibilité de la coordination nationale Ecole en Danger et la visibilité des actions des collectifs et envoie un porte-parole à la 9<sup>e</sup> CNU pour envisager la co-organisation d'une **action nationale centralisée sur Paris**.

**Nous nous adressons aux fédérations syndicales de l'éducation, aux fédérations de parents, aux coordinations étudiantes et lycéennes pour qu'elles soutiennent et portent unitairement les revendications de la Coordination Nationale Ecole en danger.**

**La prochaine assemblée générale nationale aura lieu le samedi 13 juin à TOULOUSE (31).**



[www.agnationale.org](http://www.agnationale.org)

Contact: [agnationale@yahoo.fr](mailto:agnationale@yahoo.fr)